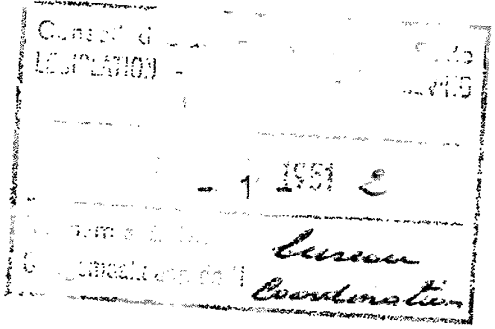


GK. L. 2481/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 6 novembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 organique du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires", a donné en sa séance du 21 novembre 1951 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 6e November 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit"tot wijziging van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, betreffende de inrichting van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen", heeft ter zitting van 21 November 1951 het volgend advies gegeven :

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'alinéa 1er du préambule de la manière suivante :

" Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7 modifié par la loi du ...".

+

+ +

En tant que l'article 1er du projet s'applique à l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, l'indication précise des articles modifiés s'impose. Le Conseil d'Etat propose de reporter cette indication dans une disposition finale.

L'article 1er devrait se borner à la modification de l'intitulé.

En ce qui concerne les autres arrêtés dans lesquels la modification de terminologie est envisagée, cette modification n'est pas indispensable.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 1er comme suit :

"Article 1er.

Dans l'intitulé de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945, les mots "du Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires" sont remplacés par les mots: "de l'Office national du placement et du chômage.".

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose de modifier la rédaction de la phrase liminaire de l'article 2 du projet ainsi qu'il suit :

"Article 2.-

Le titre 1er du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes : ... ".

+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de modifier la rédaction des nouveaux articles 1er et 2 de l'arrêté du Régent du 26 mai 1945 de la manière suivante :

... "Article 1er.-

L'Office national du placement et du chômage prévu à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du ,a pour objet :

1° d'assurer un service public de placement des chômeurs involontaires et de recrutement de la main-d'oeuvre;

2° d'assurer un service public de rééducation professionnelle des chômeurs involontaires;

3° d'assurer,avec l'aide des organismes créés ou à créer à cette fin, le paiement aux chômeurs involontaires et à leur famille des allocations qui leur sont dues.

.../...

Article 2.-

Les ressources de l'Office sont constituées par :

1° la part du produit des cotisations des employeurs et des travailleurs, qui lui est versée en exécution de l'article 4 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et de l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, modifiés par la loi du 27 mars 1951;

2° des subventions de l'Etat.".

\+

\+ \+

Au nouvel article 4, alinéa 2, du même arrêté, le Conseil d'Etat propose d'écrire :

"... ou que la demande lui en est faite soit ...".

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose de rédiger le début du nouvel article 5 du même arrêté ainsi qu'il suit :

.../...

"Article 5.-

Le comité de gestion dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de la mission de l'Office.

Il détermine les actes qui relèvent de la gestion journalière et qui seront accomplis, à ce titre, par le directeur général...".

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger le nouvel article 10 de la manière suivante :

"Article 10.-

L'organisation des services centraux et des bureaux régionaux est arrêtée par le comité de gestion.

Les bureaux régionaux organisent dans leur ressort les services de recrutement de la main d'oeuvre, de placement des chômeurs et de réadaptation professionnelle de ceux-ci. Ils instruisent les demandes d'admission au bénéfice des allocations de chômage et statuent sur celles-ci. Ils surveillent et contrôlent l'application des dispositions réglementaires relatives à la distribution des allocations.

.../...

Aux bureaux régionaux incombe également le soin d'assurer le fonctionnement des commissions de réclamation visées au titre IV, chapitre V.".

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'alinéa 4 du nouvel article 11, ainsi qu'il suit :

"Lorsqu'il suspend une décision du comité, il fait immédiatement rapport au Ministre, qui doit l'annuler ou la confirmer dans le mois de la date à laquelle elle a été prise. Passé ce délai, la suspension prend fin de plein droit et la décision devient définitive.".

+

+ +

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'alinéa 4 du nouvel article 12, ainsi qu'il suit :

"Ils bénéficient d'une indemnité à charge de l'Office. Les conditions d'octroi et le montant de celle-ci sont fixés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, après consultation du comité de gestion.".

+

+ +

.../...

Au nouvel article 14, 2°, ainsi qu'au nouvel article 15, alinéa 1er, le Conseil d'Etat propose, par concordance avec l'article 3, de supprimer le mot : "syndicales".

\+

\+ +

Au nouvel article 17, alinéa 1er, le Conseil d'Etat propose la suppression du mot : "maximum". Si le Gouvernement envisage que le mandat ait une durée variable, le projet d'arrêté royal devrait indiquer les règles générales qui conditionneront les variations envisagées.

A l'alinéa 2, la prorogation du mandat par le Ministre, sans présentation par les organisations professionnelles, n'est pas en harmonie avec l'économie générale du projet.

\+

\+ +

Au nouvel article 21, le Conseil d'Etat estime que la notion de "comptes" est suffisamment précise et que les mots : "et couvrant tous les faits matériels de sa gestion" peuvent être supprimés.

\+

\+ +

.../...

Les dispositions du nouvel article 22 s'écartent de celles du projet de loi relatif au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

\+
\+ +

Le Conseil d'Etat estime préférable de ne maintenir dans le texte même de l'arrêté organique que les règles permanentes applicables au personnel et qui feraient l'objet d'un article rédigé comme suit :

"Article 22.-

A l'exception du directeur général, le personnel de l'Office est nommé, licencié et révoqué par le comité de gestion.

Le Roi arrête le cadre du personnel et fixe son statut administratif et pécuniaire, sur avis du comité de gestion. Le personnel est recruté suivant les règles arrêtées par le comité de gestion et approuvées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.".

L'article 23 serait supprimé et remplacé par un article figurant dans les dispositions transitoires du projet, lequel prendrait la place de

.../...

l'article 18. Il résulterait de cette modification que les articles 24 et 25 de l'arrêté organique deviendraient les articles 23 et 24.

\+

\+ \+

Suivant le nouvel article 25, alinéa 1er, le personnel de l'Office peut comprendre des agents détachés d'autres organismes parastataux.

Cet article ne précise pas, comme il le fait cependant dans son alinéa 2 pour les agents de l'Etat, quel est le statut de ces agents.

D'après les renseignements fournis, le système, en ce qui les concerne, doit être identique à celui des agents de l'Etat. Le Conseil d'Etat est d'avis que le texte devrait être complété sur ce point et propose la rédaction suivante, par souci de concordance avec l'avis qu'il a émis le 13 novembre 1951 sur le projet de loi créant un Institut national en faveur des victimes du travail.

.../...

"Article 25.-

Le personnel peut comprendre des agents d'une administration de l'Etat. Dans leur administration d'origine, ces agents sont mis en disponibilité pour mission spéciale par arrêté motivé et conservent leur ancienneté et leurs titres à l'avancement.

Il peut comprendre, en outre, des agents détachés d'autres organismes parastataux. Ceux-ci conservent le statut dont ils bénéficient au sein de ces organismes, ainsi que leur ancienneté et leurs titres à l'avancement.

Les agents visés au présent article continuent à être payés par leur administration d'origine; toutefois, l'Office rembourse annuellement à cette administration les sommes payées à ces agents.

Ces agents occupent les emplois prévus au cadre du personnel de l'Office, établi conformément à l'article 22; ces emplois ne deviennent vacants qu'au jour de leur retour à leur administration d'origine. Ils acquièrent les mêmes titres à l'ancienneté et à l'avancement que les agents attachés exclusivement à l'Office.".

\+

\+ \+

Selon le nouvel article 77 quater introduit par l'article 6 du projet, le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale a compétence pour apprécier quand la qualité de salarié habituel d'une catégorie de travailleurs présente des doutes. Dans ce cas, il peut fixer "les limites et conditions dans lesquelles sont octroyées les allocations de chômage".

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis que les limites et conditions devront être précisées dans le texte même de l'arrêté.

Il résulte des renseignements fournis par le Gouvernement que le texte ci-après traduirait adéquatement ses intentions à cet égard :

"Article 6.-

L'article 77 quater du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 22 juin 1951, est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 77_quater.-

Le comité de gestion détermine, sous l'approbation du Ministre, les conditions d'indemnisation des travailleurs salariés qui exercent une profession accessoire ou qui cohabitent avec un travailleur indépendant.

Article 77_quinquies.-

Les chômeurs complets indemnisés appartenant aux catégories visées à l'article précédent ainsi que les femmes mariées et assimilées, chômeuses complètes, peuvent être exclus du bénéfice des allocations de chômage lorsque leur chômage se prolonge ou se renouvelle anormalement.

Les critères à prendre en considération pour apprécier si la durée ou la fréquence du chômage sont anormales, sont fixés par un règlement établi par le comité de gestion et approuvé par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

.../...

La décision d'exclusion est prononcée par le directeur du bureau régional sur l'avis conforme de la commission consultative, et notifiée à l'intéressé et à l'organisme payeur. Elle sort ses effets à partir du premier lundi qui suit la date de la notification.".

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose de remplacer les alinéas 3 et 4 du nouvel article 85 bis introduit par l'article 11 du projet par les dispositions suivantes, afin de mettre cet article en concordance avec l'article 22 de l'arrêté organique:

"A l'exception de ce directeur, le personnel est nommé, licencié et révoqué par le comité de gestion.

Le Roi arrête le cadre du personnel et fixe son statut administratif et pécuniaire sur avis du comité de gestion. Le personnel est recruté suivant les règles arrêtées par le comité de gestion et approuvées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.".

\+

\+ +

Conformément à ce qui a été dit relativement à l'article 1er du projet, c'est ensuite de la disposition qui fait l'objet de l'article 15 du projet que devrait figurer une disposition libellée comme suit :

.../...

"Article 15.-

Dans les articles 26, 27, alinéa 1er, 29, alinéa 3, 32, 33, 34, alinéa 2, 35, alinéa 2, 36, alinéas 1er et 3, 51, 52, alinéa 3, 59, 61, alinéas 1er et 2, 62, 63, 65, alinéas 1er et 3, 66, alinéa 2, 67, alinéa 1er, 69, alinéa 2, 73, alinéa 1er, 75, alinéa 5, 77, alinéa 3, 77 ter, alinéa 8, f, 82, 85, alinéa 4, 89, alinéa 1er, 91, 94, alinéa 1er, 95, alinéas 1er et 7, 97, alinéa 2, 103, alinéa 1er, 104, alinéa 1er, 105, alinéa 1er, 106, alinéas 2, 3, 5 et 7, 113, 117, 125, alinéa 1er, 128, alinéa 3, 134, 137, 139, alinéas 1er et 3, 140, alinéa 2, 146, alinéas 1er et 2, 150, 152, 153 et 155, les mots : "Fonds provisoire de soutien des chômeurs" ou "Fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires" sont remplacés par les mots : "Office national du placement et du chômage".

Dans les articles 26, 61, alinéa 1er, 69bis, alinéa 1er, 71, alinéa 1er, et 85, alinéa 4, le mot : "Fonds" est remplacé par le mot : "Office".

Dans les articles 61, alinéa 1er, et 65, alinéa 2, les mots : "Fonds provisoire" sont remplacés par les mots : "Office national".

Dans les articles 59, 75, alinéa 5, 77, alinéa 3, 77 ter, alinéa 8, f, les mots : "conseil de direction" sont remplacés par les mots : "comité de gestion".

+

+ +

.../...

Le Conseil d'Etat propose la suppression de l'article 18.

L'Office ne succède pas aux droits et obligations du Fonds; il est le Fonds lui-même dont on a changé simplement la dénomination et certaines règles d'organisation.

\+

\+ +

Aux lieu et place de cet article 18 supprimé, le Conseil d'Etat propose d'insérer une disposition transitoire réglant la situation provisoire du personnel de l'Office et de l'Organisme officiel de payement et rédigée de la manière suivante :

"Article 18.-

Jusqu'à ce que le Roi ait fixé le statut administratif du personnel de l'Office et de l'Organisme officiel de payement, ce personnel est engagé aux conditions et aux barèmes déterminés par le comité de gestion et approuvés par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale; les règles régissant le contrat de louage de service lui sont applicables.".

\+

\+ +

.../...

Par souci de concordance générale, le Conseil d'Etat propose d'intervertir l'ordre des deux derniers articles.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le texte néerlandais appelle des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaires et qui sont reprises dans les extraits figurant à la fin du présent avis.

De Raad van State stelt voor, het eerste lid der inleiding te stellen als volgt :

" Gelet op de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, namelijk op artikel 7 gewijzigd bij de wet van ...".

\+

\+ +

Voor zover artikel 1 van het ontwerp van toepassing is op het besluit van de Regent van 26 Mei 1945, is een nauwkeurige opgave der gewijzigde artikelen vereist. De Raad van State stelt voor, die opgave naar een slotbepaling over te brengen.

In artikel 1 kan men volstaan met de titel te wijzigen.

Wat betreft de andere besluiten waarin wijziging van terminologie onder ogen wordt genomen, is die wijziging niet volstrekt nodig.

Derhalve stelt de Raad van State voor artikel 1 de volgende lezing voor :

"Artikel 1.-

In de titel van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 worden de woorden "van het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen" vervangen door :

.../...

"van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid.".

+

+ +

De Raad van State stelt voor, de volzin ter inleiding van artikel 2 van het ontwerp te wijzigen als volgt :

"Artikel 2.-

Titel I van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen : ...".

+

+ +

De Raad van State stelt voor, de redactie van de nieuwe artikelen 1 en 2 van het besluit van de Regent van 26 Mei 1945 te wijzigen als volgt :

..."Artikel 1.-

De Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid, genoemd in artikel 7 der besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van , heeft tot doel :

1° te voorzien in een overheidsdienst voor bemiddeling ten behoeve van onvrijwillige werklozen en voor werving van arbeidskrachten ;

.../...

2° te voorzien in een overheidsdienst voor beroepsherscholing der onvrijwillige werklozen ;

3° met de hulp der daartoe ingestelde of in te stellen lichamen, zorg te dragen dat aan de onvrijwillige werklozen en hun gezin de hun toekomende steun wordt betaald.

Artikel 2.-

De inkomsten van de Rijksdienst bestaan uit :

1° het aandeel in de opbrengst van de bijdragen der werkgevers en werknemers, dat aan hem wordt afgedragen ter uitvoering van artikel 4 der besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en van artikel 2 der besluitwet van 10 Januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en de ermede gelijkgestelden, zoals zij werden gewijzigd bij de wet van 27 Maart 1951 ;

2° Rijkssubsidies.".

\+

\+ +

In het nieuw artikel 4, tweede lid, van hetzelfde besluit stelt de Raad van State voor te schrijven :

"... of telkens als het daartoe door ten minste drie leden of door de directeur-generaal wordt verzocht...".

\+

\+ +

.../...

De Raad van State stelt voor het begin van het nieuw artikel 5 van hetzelfde besluit de volgende lezing voor :

"Artikel 5.-

Het beheerscomité beschikt over al de macht die nodig is om de taak van de Rijksdienst te vervullen.

Het bepaalt welke akten onder het dagelijks bestuur vallen en als zodanig door de directeur-generaal worden verricht...".

+

\+ +

De Raad van State stelt voor, het nieuw artikel 10 als volgt te lezen :

"Artikel 10.-

De inrichting der centrale diensten en der gewestelijke bureau's wordt vastgesteld door het beheerscomité.

De gewestelijke bureau's organiseren in hun gebied de diensten voor werving van arbeidskrachten en voor bemiddeling en beroepsherscholing van werklozen. Zij onderzoeken de aanvragen tot het verkrijgen van werklozensteun en doen er over uitspraak. Zij houden toezicht over en controleren de toepassing van de reglementsbepalingen inzake de toekenning van de steun.

.../...

De gewestelijke bureau's hebben eveneens te voorzien in de werking der klachtencommissies bedoeld in titel IV, hoofdstuk V.".

+

+ +

De Raad van State stelt voor het vierde lid van het nieuw artikel 11 de volgende lezing voor :

"Wanneer hij een beslissing van het comité schorst, doet hij onmiddellijk verslag aan de Minister die, binnen een maand na de datum waarop zij is genomen, de beslissing moet vernietigen dan wel bekrachtigen. Na die termijn neemt de schorsing van rechtswege een einde en wordt de beslissing definitief.".

+

+ +

De Raad van State stelt voor, het vierde lid van het nieuw artikel 12 te lezen als volgt :

"Zij genieten een vergoeding ten laste van de Rijksdienst. De voorwaarden waaronder zij wordt toegekend en het bedrag er van worden door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg vastgesteld na raadpleging van het beheerscomité.".

+

+ +

.../...

Terwille van de overeenstemming met artikel 3, stelt de Raad van State voor, in het nieuw artikel 14, 2°, van het ontwerp "organisaties" te schrijven in plaats van "vakorganisaties", en in het nieuw artikel 15, eerste lid, het woord "syndicale" bij "werknemersorganisaties" te schrappen.

\+

\+ +

In het nieuw artikel 17, eerste lid, stelt de Raad van State voor, de woorden "heeft een maximumduur van" te vervangen door het woord "duurt". Beoogt de Regering het mandaat een veranderlijke duur te geven, dan zouden in het ontwerp van koninklijk besluit de algemene regelen moeten opgegeven worden waarvan de beoogde veranderingen zullen afhangen.

In het tweede lid stemt de verlenging van het mandaat door de Minister, zonder voordracht vanwege de beroepsorganisaties, niet overeen met de algemene opzet van het ontwerp.

\+

\+ +

Naar het oordeel van de Raad van State, is het begrip "rekeningen" in het nieuw artikel 21 duidelijk genoeg en kunnen de woorden "en die alle materiële verrichtingen van zijn beheer dekken" wegvallen.

\+

\+ +

.../...

De bepalingen van het nieuw artikel 22 wijken af van die van het ontwerp van wet betreffende de contrôle op bepaalde organismen van openbaar nut.

\+

\+ \+

De Raad van State acht het verkieslijk, in de tekst zelf van het organiek besluit slechts te behouden de vaste regelen die op het personeel van toepassing zijn. Die regelen zouden worden neergelegd in een artikel dat luidt als volgt :

"Artikel 22.-

Met uitzondering van de directeur-generaal wordt het personeel van de Rijksdienst door het beheerscomité benoemd, ontslagen en afgezet.

De Koning stelt het kader en het administratief en geldelijk statuut van het personeel vast op advies van het beheerscomité. Het personeel wordt aangeworven overeenkomstig de regelen, door het beheerscomité vastgesteld en door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg goedgekeurd.".

Artikel 23 zou worden weggelaten en vervangen door een artikel, dat in de overgangsbepalingen van het ontwerp zou opgenomen worden in de plaats van artikel 18. Door die wijziging zouden de artikelen 24 en 25 van het organiek besluit de artikelen 23 en 24 worden.

\+

\+ \+

.../...

Volgens het nieuw artikel 25, eerste lid, kunnen tot het personeel van de Rijksdienst ook behoren personeelsleden uit andere parastatale instellingen gedetacheerd.

Wat het statuut van die personeelsleden zal zijn, wordt in het artikel niet gezegd, zoals nochtans wel in het tweede lid ten aanzien van het Rijkspersoneel wordt gedaan.

Volgens de inlichtingen die werden verstrekt, moet hun rechtstoestand van dezelfde aard zijn als die van het Rijkspersoneel. De Raad van State is van advies dat de tekst ten deze aanvulling behoeft en stelt de volgende lezing voor, waarin is gezorgd voor overeenstemming met het advies dat hij op 13 November 1951 heeft gegeven over het ontwerp van wet tot oprichting van een Nationaal Instituut ten behoeve van arbeidsslachtoffers.

"Artikel 25.-

Tot het personeel kunnen leden van het Rijkspersoneel behoren. In het bestuur waaruit zij komen worden zij bij gemotiveerd besluit wegens bijzondere opdracht ter beschikking gesteld en behouden zij hun anciënniteit en hun aanspraken op bevordering.

Tot het personeel kunnen eveneens behoren personeelsleden die uit andere parastatale instellingen zijn gedetacheerd. Die personeelsleden behouden het statuut dat in die instellingen op hen toepasselijk is, alsook hun anciënniteit en hun aanspraken op bevordering.

.../...

De in dit artikel bedoelde personeelsleden worden verder betaald door het bestuur waaruit zij komen; de Rijksdienst betaalt echter ieder jaar de sommen, aan deze personeelsleden uitgekeerd, aan dat bestuur terug.

Deze personeelsleden bekleden de betrekkingen bepaald in het kader van het personeel van de Rijksdienst, dat overeenkomstig artikel 22 is vastgesteld; pas de dag waarop zij terugkeren naar het bestuur waaruit zij komen, worden die betrekkingen vacant. Zij verkrijgen dezelfde aanspraken op ancienniteit en bevordering als de personeelsleden die uitsluitend aan de Rijksdienst verbonden zijn.".

\+

\+ \+

Volgens het nieuw artikel 77 quater dat door artikel 6 van het ontwerp wordt ingevoegd, is de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bevoegd om te oordelen wanneer de hoedanigheid van gewoonlijk als loonarbeider werkend arbeider voor een categorie van arbeiders twijfel oplevert. In zodanig geval kan de Minister "de perken en voorwaarden vaststellen voor de uitkering der werkloosheidsvergoedingen".

De Raad van State is van advies dat "de perken en voorwaarden" in de tekst van het besluit nauwkeuriger moeten worden aangegeven.

Uit de inlichtingen, door de Regering verstrekt, blijkt dat de volgende tekst haar bedoeling ten deze juist zou weergeven :

.../...

"Artikel 6.-

Artikel 77 quater van hetzelfde besluit gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 Juni 1951 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 77 quater.-

Het beheerscomité bepaalt, met de goedkeuring van de Minister, onder welke voorwaarden de loonarbeiders die een bijkomend beroep uitoefenen of die met een buiten dienstverband staande arbeider samenwonen, vergoedingen ontvangen.

Artikel 77 quinquies.-

De voor vergoeding in aanmerking komende volledig werklozen die tot de in het vorig artikel bedoelde categorieën behoren, alsmede de gehuwde en daarmede gelijkgestelde vrouwen die volledig werkloos zijn, kunnen van de werklozensteun worden uitgesloten wanneer hun werkloosheid op abnormale wijze voortduurt of opnieuw intreedt.

De maatstaven die moeten aangenomen worden om te oordelen of de duur of de frequentie van de werkloosheid abnormaal zijn, worden vastgesteld bij een reglement, door het beheerscomité opgemaakt en door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg goedgekeurd.

.../...

De beslissing tot uitsluiting wordt door de directeur van het gewestelijk bureau genomen op eensluidend advies van de commissie van advies en daarvan wordt de belanghebbende en het betaalorganisme schriftelijk kennis gegeven. Zij heeft uitwerking met ingang van de eerste Maandag volgend op de datum van de kennisgeving.".

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, het derde en het vierde lid van het nieuw artikel 85 bis, dat door artikel 11 van het ontwerp wordt ingevoegd, door de volgende bepalingen te vervangen zodat dit artikel in overeenstemming komt met artikel 22 van het organiek besluit :

"Met uitzondering van die directeur, wordt het personeel door het beheerscomité benoemd, ontslagen en afgezet.

De Koning stelt het kader en het administratief en geldelijk statuut van het personeel vast op advies van het beheerscomité. Het personeel wordt aangeworven overeenkomstig de regelen, door het beheerscomité vastgesteld en door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg goedgekeurd.".

\+

\+ \+

.../...

Overeenkomstig hetgeen in verband met artikel 1 van het ontwerp is gezegd, zou,na de bepaling opgenomen in artikel 15 van het ontwerp, een bepaling moeten worden ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 15.-

In de artikelen 26, 27, eerste lid, 29, derde lid, 32, 33, 34, tweede lid, 35, tweede lid, 36, eerste en derde lid, 51, 52, derde lid, 59, 61, eerste en tweede lid, 62, 63, 65, eerste en derde lid, 66, tweede lid, 67, eerste lid, 69, tweede lid, 73, eerste lid, 75, vijfde lid, 77, derde lid, 77 ter, achtste lid, f, 82, 85, vierde lid, 89, eerste lid, 91, 94, eerste lid, 95, eerste en zevende lid, 97, tweede lid, 103, eerste lid, 104, eerste lid, 105, eerste lid, 106, tweede, derde, vijfde en zevende lid, 113, 117, 125, eerste lid, 128, derde lid, 134, 137, 139, eerste en derde lid, 140, tweede lid, 146, eerste en tweede lid, 150, 152, 153 en 155, worden de woorden : "het Voorlopig Steunfonds voor onvrijwillige werklozen" vervangen door: "de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid".

In de artikelen 26, 61, eerste lid, 69 bis, eerste lid, 71, eerste lid, en 85, vierde lid, worden de woorden: "het Fonds" vervangen door: "de Rijksdienst".

.../...

In de artikelen 61, eerste lid, en 65, tweede lid, worden de woorden : "het Voorlopig Steunfonds" vervangen door : "de Rijksdienst".

In de artikelen 59, 75, vijfde lid, 77, derde lid, 77 ter, achtste lid, f, worden de woorden : "de directieraad" vervangen door : "het beheerscomité".

\+

\+ \+

De Raad van State stelt voor, artikel 18 te schrappen.

De Rijksdienst volgt het Steunfonds niet in rechten en verplichtingen; hij is het Steunfonds zelf, waarvan eenvoudig de benaming en sommige regelen inzake organisatie zijn gewijzigd.

\+

\+ \+

In de plaats van dat geschrapte artikel 18, stelt de Raad van State voor, een overgangsbepaling in te voegen, die de voorlopige toestand van het personeel van de Rijksdienst en van het officieel betaalorganisme regelt en die als volgt zou luiden :

.../...

"Artikel 18.-

In afwachting dat de Koning het administratief statuut van het personeel van de Rijksdienst en van het officieel betaalorganisme heeft vastgesteld, wordt dat personeel aangeworven onder de voorwaarden en volgens de weddeschalen, door het beheerscomité vastgesteld en door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg goedgekeurd; de regelen inzake dienstcontract zijn op dat personeel van toepassing.".

\+

\+ +

Met het oog op de algemene overeenstemming stelt de Raad van State voor, de volgorde van de laatste twee artikelen om te keren.

\+

\+ +

Voorts ware het wenselijk, dat in de Nederlandse tekst een aantal vormwijzigingen werden aangebracht. Zij behoeven geen commentaar en zijn opgenomen in de hierna volgende uittreksels :

.../...

Artikel 3, derde en vierde lid :

Deze veertien vertegenwoordigers worden verkozen op dubbellijsten door deze organisaties voorgedragen;

c) een voorzitter gekozen onder personaliteiten die buiten de voornoemde interprofessionele organisaties staan.

De mandaten van de voorzitter en van de leden van het beheerscomité duren drie jaar. Zij kunnen vernieuwd worden.

Artikel 4, vijfde lid :

Wanneer bij een stemming de leden die respectievelijk de werknemersorganisaties en de werkgeversorganisaties ...

Artikel 5, vierde lid :

Om de afhandeling der zaken te vergemakkelijken, kan het beheerscomité, binnen de grenzen en de voorwaarden die het vaststelt, de directeur-generaal machtigen om een deel van de macht waarmede hij bekleed is alsmede de ondertekening van zekere stukken en brieven aan de diensthoofden over te dragen.

Artikel 6:

Het beheerscomité onderwerpt aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg de voorstellen tot wijzigingen die het nuttig oordeelt aan te brengen in de wetten en besluiten betreffende de taak van de Rijksdienst.

.../...

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg raadpleegt het beheerscomité over de wijzigingen die hij voorstelt in dezelfde wetten en besluiten aan te brengen.

Artikel 7:

De voorzitter en de leden van het beheerscomité gaan generlei persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid. Zij zijn slechts voor de uitoefening van hun opdracht verantwoordelijk.

Afdeling 2.- De directeur-generaal.

Artikel 8 :

Na raadpleging van het beheerscomité, benoemt de Koning een directeur-generaal belast met de leiding van de diensten van de Rijksdienst, bepaalt hij zijn statuut en stelt hij zijn wedde vast.

In geval de directeur-generaal afwezig of verhinderd is, wordt hij vervangen door een lid van het personeel, door het beheerscomité aangewezen.

De directeur-generaal woont ...

Artikel 9 :

De directeur-generaal is belast met de uitvoering der beslissingen van het beheerscomité; hij handelt onder de contrôle van dat comité. Hij vertegenwoordigt de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid in de gerechtelijke en buitengerechtelijke akten.

.../...

De directeur-generaal verricht alle akten van dagelijks bestuur.

De directeur-generaal gaat generlei persoonlijke verplichting aan betreffende de verbintenissen van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid. Hij is slechts voor de uitoefening van zijn opdracht verantwoordelijk.

HOOFDSTUK III.- TOEZICHTHOUDENDE ORGANEN.

Afdeling 1.- De vertegenwoordiger van de Minister.

Artikel 11, tweede lid :

Hij kan op de dagorde van de vergaderingen van het comité alle kwesties doen plaatsen die hij nuttig acht, op voorwaarde dat hij de voorzitter minstens acht dagen te voren daarvan in kennis stelt. In spoedgevallen wordt deze termijn tot drie dagen verminderd.

Zesde lid :

Telkens als hij het nodig acht, mag hij de directeur-generaal verzoeken tot onderzoeken te doen overgaan.

Afdeling 2.- De revisoren.

Artikel 12, eerste, tweede en derde lid :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg duidt bij de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en

.../...

werkloosheid een of meer revisoren aan, die gelast zijn op de geschriften contrôle te oefenen en ze juist en echt te verklaren.

De revisoren mogen zich niet met het eigenlijk beheer inlaten. Zij nemen kennis, zonder verplaatsing, van de boekhouding en de comptabiliteitsbescheiden, de briefwisseling, de notulen, en, over het algemeen, van alle geschriften. Zij zien de samenstelling na van de goederen en waarden die aan het organisme toebehoren of waarvan dit het gebruik heeft of waarover dit het beheer voert.

Zij sturen maandelijks een verslag aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, aan de Minister van Financiën en aan het beheerscomité. Zij wijzen hen daarenboven onverwijld op elk verzuim, elke onregelmatigheid, elke overtreding of in het algemeen elke toestand die de belangen van het organisme in het gedrang kan brengen.

HOOFDSTUK IV.- ADVIESORGANEN.

Afdeling 1.- De commissies van advies.

Artikel 13 :

In elk gewestelijk bureau wordt een commissie van advies ingericht, met opdracht :

1° van advies te dienen aangaande de werking van de diensten ;

2.° te waken voor de onpartijdigheid van de bemiddelings- en aanwervingsdienst, door het onderzoeken van de klachten waartoe de werking van die dienst aanleiding geeft ;

.../...

3° bij te dragen tot de doelmatigheid van de bemiddelings- en aanwervingsdienst door bij de werkgevers- en werknemersorganisaties van de streek belangstelling op te wekken voor de werking van deze dienst en door, op eigen initiatief, advies uit te brengen over alle middelen voor verbetering en uitbreiding der bemiddelings- en aanwervingsdiensten en namelijk over de opportuniteit om in de organisatie of in de werking van de dienst voor sommige nijverheden en beroepen speciale afdelingen op te richten ;

4° mede te werken aan de beroepsherscholing van de vergoede werklozen ;

5° alle vraagstukken te bestuderen die haar door de directeur-generaal van de Rijksdienst worden voorgelegd.

Artikel 14 :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemt de leden dezer commissies, die ieder omvatten :

1° vijf leden gekozen onder zes candidaten voorgedragen door de meest representatieve interprofessionele organisaties der werkgevers ;

2° vijf leden gekozen onder zes candidaten voorgedragen door de meest representatieve interprofessionele organisaties der werknemers ;

3° een voorzitter die buiten de voornoemde organisaties staat.

.../...

De voorzitter wordt gekozen met algemene stemmen van de leden. Indien deze voorwaarde niet vervuld is, wordt de voorzitter door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg benoemd.

De commissies van advies omvatten bovendien :

1° vijf plaatsvervangende leden-werkgevers en vijf plaatsvervangende leden-werknemers, gekozen en benoemd onder dezelfde voorwaarden als de werkende leden ;

2° een eerste en tweede plaatsvervangend voorzitter aangewezen door de leden of benoemd door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg onder dezelfde voorwaarden als de werkende voorzitter.

De directeur ...

Afdeling 2.- De gespecialiseerde commissies van advies.

Artikel 15, eerste lid :

Zo de inrichting van een gewestelijke bemiddelings- en aanwervingsdienst een gespecialiseerde afdeling omvat, zoals bedoeld bij artikel 13, wordt bij deze afdeling een commissie van advies opgericht, samengesteld uit een gelijk aantal vertegenwoordigers van de

.../...

meest representatieve werkgevers- en de meest respresentatieve werknemersorganisaties van de betrokken nijverheid of het betrokken beroep, en uit een voorzitter die buiten de voornoemde organisaties staat.

Artikel 16 :

De voorzitters en de leden, zo werkende als plaatsvervangende, van een gespecialiseerde commissie van advies, worden benoemd volgens de procedure bij artikel 14 voor de algemene commissies van advies voorgeschreven.

Afdeling 3.- Gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 18, tweede en derde lid :

De plaatsvervangende leden hebben recht op dezelfde voordelen wanneer zij de werkende leden vervangen.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg bepaalt, op voorstel van het beheerscomité, de voorwaarden voor de toekenning en het bedrag van de bij dit artikel bedoelde presentiegelden en vergoedingen voor verblijf- en reiskosten.

.../...

HOOFDSTUK V.- BEGROTING EN REKENINGEN.

Afdeling 1.- Begroting.

Artikel 19, eerste, tweede en derde lid :

De jaarlijkse begroting van de Rijksdienst omvat alle vooruitzichten van ontvangsten en alle vooruitzichten van uitgaven, welke ook de oorsprong en de oorzaak er van mogen zijn.

Het begrotingsjaar valt met het kalenderjaar samen.

De comptabiliteit wordt gevoerd volgens het stelsel van het beheer.

Zesde en zevende lid :

Het begrotingsontwerp wordt toegevoegd aan het ontwerp van begroting van het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Het beheerscomité mag geen enkele uitgave doen die niet in de begroting voorzien is; voor overdracht en overschrijding van kredieten evenals voor elke wijziging in de begrotingsramingen moet goedkeuring verleend worden door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Artikel 20 :

Bij het begrotingsontwerp worden gevoegd het personeelskader en de weddeschalen bedoeld bij artikel 22.

.../...

Afdeling 2.- Rekeningen.

Artikel 21, tweede en derde lid :

Hij legt de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg periodieke toestandsopgaven voor, alsmede een jaarverslag over zijn activiteit.

De rekeningen van de Rijksdienst worden door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg goedgekeurd en aan de Minister van Financiën overgemaakt. Deze legt ze uiterlijk op 30 April van het jaar volgend op dat van het beheer aan het Rekenhof voor, dat op bedoelde rekeningen een toezicht ter plaatse kan inrichten.

HOOFDSTUK VI.- HET PERSONEEL.

...

Voorgesteld artikel 77 ter :

Om voor de werklozensteun in aanmerking te komen, moet de arbeider als zoekende naar een behoorlijke betrekking ingeschreven zijn en blijven. Het beheerscomité bepaalt de voorwaarden waaronder de inschrijving der werklozen als werkzoekende geschiedt en blijft behouden, en organiseert de vaste contrôle over deze inschrijving.

.../...

Voorgesteld artikel 79:

Benevens de werklozensteun ontvangen de gezinshoofden en de er mede gelijkgestelden, onder de voorwaarden door de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders bepaald, voor hun kinderen ten laste kinderbijslag van hetzelfde bedrag als die welke krachtens deze samengeordende wetten uitgekeerd wordt.

Voorgesteld artikel 85, eerste lid :

De werklozensteun wordt uitgekeerd door bemiddeling hetzij van werknemersorganisaties die rechtspersonen zijn en door de Koning zijn erkend, hetzij van een officieel betaalorganisme.

Voorgesteld artikel 85, zevende lid :

De erkenning wordt, op advies van het beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid, door de Koning ingetrokken, indien de organisatie zich niet voegt naar de bepalingen van de wet, van de besluiten of van de reglementen, grove onregelmatigheden begaat of weigert zich aan de contrôle te onderwerpen. Hetzelfde geldt in geval van ernstige niet-naleving van de statuten of wanneer de organisatie niet in staat is het aan de Rijksdienst verschuldigde terug te betalen.

.../...

Voorgesteld artikel 85, eerste en tweede lid :

Het met de uitbetaling van de werklozensteun belast officieel betaalorganisme is onafhankelijk van de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid. Het wordt bestuurd door het beheerscomité van de Rijksdienst.

Een directeur, na raadpleging van het beheerscomité door de Koning benoemd, heeft de leiding over de diensten en de verrichtingen.

Vijfde lid :

Het beheerscomité maakt de begroting op en treft al de maatregelen die noodzakelijk zijn voor de werking van het officieel betaalorganisme. Het richt overal waar het noodzakelijk is gewestelijke of plaatselijke afdelingen op. In het gebied van elk gewestelijk bureau van de Rijksdienst werkt ten minste één afdeling.

Voorgesteld artikel 85 ter :

De Rijksdienst kan aan de erkende werknemersorganisaties en aan het officieel betaalorganisme de voor de uitkering van de steun nodige sommen voorschieten.

De Rijksdienst kan aan de betaalorganismen een vergoeding verlenen om hen in de dekking van hun administratiekosten te helpen.

.../...

Deze organismen zijn verantwoordelijk voor de hun aldus voorgeschoten sommen en moeten de aanwending er van rechtvaardigen; zij zijn gehouden zich aan de onderrichtingen van de Rijksdienst te onderwerpen, zowel op gebied van administratie als van boekhouding.

Voorgesteld artikel 87, eerste lid :

De onvrijwillige werkloze die de steun wenst te verkrijgen, moet daartoe aanvraag doen bij het officieel betaalorganisme van zijn streek of bij een erkende werkenemersorganisatie.

Artikel 14:

In artikel 100, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de directeur-generaal van het Fonds volgens advies van de directieraad" vervangen door de woorden "het beheerscomité".

Voorgesteld artikel 15, tweede lid :

De plaatsvervangende leden hebben recht op dezelfde voordelen als zij werkende leden vervangen.

Overgangsbepalingen.

Artikel 16, eerste lid :

In afwachting der oprichting van de afdelingen van het officieel betaalorganisme bedoeld bij

.../...

artikel 7 van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid van de arbeiders, gewijzigd bij de wet van ... , worden de werklozen, die geen deel uitmaken van een voor de uitbetaling van werklozensteun erkende werknemersorganisatie, verder uitbetaald door bemiddeling van het gemeentebestuur van hun woonplaats, door middel van de sommen die de Rijksdienst voor arbeidsbemiddeling en werkloosheid het gemeentebestuur ter beschikking stelt.

Artikel 17 :

Het beheerscomité duidt aan, welke gemeenten tot het gebied van een afdeling van het officieel betaalorganisme behoren en ontlast ze van hun verplichtingen en van de uitbetaling van de werklozensteun naarmate zodanige afdelingen opgericht worden. Het verwittigt de betrokken gemeenten ten minste drie maanden vóór de datum waarop hun verplichtingen zullen eindigen.

Artikel 19 :

Onze Minister van Financiën, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Artikel 20 :

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	J.SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat, eerste-voorzitter van de Raad van State,	président voorzitter
	M.SOMERHAUSEN, G.VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	E.VAN DIEVOET, J.MERTENS,	assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G.PIQUET,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,
(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister
du Travail et de la Prévoyance sociale.
van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951. — De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, — De Griffier van de Raad van State,

R.DECKMYN.